

Au Canada

« CONVOI DE LA LIBERTÉ »

L'audience de détermination de la peine pour Tamara Lich et Chris Barber, organisateurs du « convoi de la liberté », a commencé. Le ministère public requiert des peines respectives de sept et huit ans de prison pour leurs rôles dans les manifestations en janvier 2022.

Les deux ont été reconnus coupables de méfait pour avoir encouragé la manifestation, conscient des impacts négatifs sur les résidents et les commerces. Barber a aussi été reconnu coupable d'incitation à désobéir à une ordonnance du tribunal.

Le « convoi de la liberté » a impliqué des manifestations contre les mesures prises lors de la pandémie de COVID-19, qui ont conduit à l'invocation historique de la Loi sur les mesures d'urgence par le gouvernement fédéral et à l'évacuation du centre-ville d'Ottawa par la police.



Au Canada

CAMERON HIGHLANDERS ET BLUE HACKLE MAFIA

Le commandant de l'armée canadienne dit ne pas avoir été tenu informé des commentaires antisémites, misogynes et racistes publiés sur une page Facebook gérée par des soldats, malgré de multiples plaintes signalées à la police militaire et à des hauts responsables.

Le commandant du régiment des Cameron Highlanders d'Ottawa a été temporairement relevé de ses fonctions en raison des répercussions liées à cette controverse.

Des soldats du régiment des Cameron Highlanders d'Ottawa sont à l'origine du groupe Facebook privé connu sous le nom de Blue Hackle Mafia.

Le groupe administre sa page Facebook, comptant environ 200 membres, depuis au moins 14 ans.

À l'international

GROK FAIT L'ÉLOGE D'HITLER

xAI, la start-up d'Elon Musk, fait face à une controverse après que son assistant IA, Grok, a fait l'éloge d'Hitler, suscitant l'indignation.

En réponse à la polémique, xAI a annoncé qu'elle travaillait pour supprimer les publications inappropriées et a mis en place des mesures pour interdire les discours de haine avant que Grok ne les publie.

Elon Musk a conçu Grok en réponse à ChatGPT, jugé trop « woke ». Il avait annoncé sur X, quelques jours avant la polémique, des « améliorations significatives » censées contenter son public, trouvant Grok trop politiquement correct.

Grok avait déjà fait polémique en mai pour avoir évoqué un « génocide blanc » en Afrique du Sud, relayant notamment les allégations de Donald Trump.



À l'international

PALESTINE ACTION INTERDIT AU ROYAUME-UNI

Des manifestations en soutien au groupe interdit Palestine Action ont mené à près de 70 arrestations à travers le Royaume-Uni.

Les manifestants exprimaient leur opposition à l'interdiction du groupe par le gouvernement, qui l'a ajouté à la liste des organisations terroristes après un incident impliquant des actes de vandalisme sur une base de la Royal Air Force.

Cette interdiction a été jugée « disproportionnée » par l'ONU. Amnesty International considère que l'arrestation de manifestants pacifiques « constitue une violation des obligations internationales [...] de protéger les droits à la liberté d'expression et de réunion ».

